

<https://www.pressegauche.org/Relance-economique-et-negociations-95-de-la-population-favorise-un>



Relance économique et négociations - 95 % de la population favorise un réinvestissement en éducation



(CSQ)

Date de mise en ligne : jeudi 4 février 2021

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 4 févr. 2021 - Dans le contexte des négociations du secteur public, un sondage réalisé par la firme CROP indique qu'une très forte majorité de la population, soit 95 % des personnes interrogées, est favorable à l'idée que le gouvernement profite de son plan de relance économique pour investir en éducation afin d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les services qui leur sont offerts.

Telle est l'une des importantes conclusions qui ressortent de ce sondage réalisé à la demande de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et de ses fédérations du réseau scolaire : la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ) et la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ). Aux côtés des organisations figure l'Association provinciale des enseignantes et des enseignants du Québec (APEQ-QPAT), qui négocie en cartel avec la FSE-CSQ.

Impacts inquiétants de la pandémie en éducation

Le sondage révèle également que les Québécoises et les Québécois sont plus inquiets qu'en juillet dernier quant à la réussite scolaire des enfants cette année (juillet : 66 % ; décembre : 73 % très, assez inquiets). De plus, une proportion similaire craint l'impact à long terme de la pandémie sur le décrochage scolaire (77 %).

Une majorité de répondantes et répondants, soit plus d'un Québécois sur deux, indique que les écoles et les centres de formation ne disposent pas des ressources suffisantes pour accompagner les élèves en difficulté. Une plus forte majorité des répondantes et répondants estime d'ailleurs que la pandémie a mis en lumière le manque de personnel (84 %) et de ressources matérielles (81 %) dans le réseau scolaire.

Appui majoritaire de la population à l'amélioration des conditions de travail

Autre conséquence de la pandémie : 83 % des Québécoises et Québécois sont d'avis qu'elle a entraîné une surcharge de travail pour le personnel de l'éducation et, par le fait même, une détérioration des conditions de travail.

En outre, 61 % des personnes interrogées croient que les conditions de travail en éducation sont la principale source expliquant la pénurie de main-d'oeuvre. Pour 63 % des répondantes et répondants, la solution à prioriser, pour enrayer le manque de personnel, est d'améliorer les conditions de travail alors que 20 % privilégient plutôt d'augmenter les salaires.

Traitement inéquitable pour le personnel de soutien scolaire

Mentionnons, en terminant, que près des deux tiers des Québécoises et Québécois considèrent peu ou pas du tout équitable que les employés de soutien scolaire, mobilisés dans les services de garde d'urgence lors du confinement, n'aient fait l'objet d'aucune prime salariale.

Citations

« Les résultats confirment que la crise des conditions de travail vécue par le personnel des écoles n'est pas une invention syndicale et qu'elle est fondée. La population est consciente des nombreuses difficultés vécues au

quotidien dans nos écoles et estime qu'il faut agir dès maintenant. Le gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) disait vouloir faire de l'éducation sa priorité ; qu'attend-il pour passer de la parole aux actes ? » - Sonia Ethier, présidente de la CSQ

« Les conditions de travail difficiles existaient bien avant la pandémie, mais celle-ci les a amplifiées et mis en lumière toute l'étendue des besoins en éducation, comme le confirme d'ailleurs le sondage. Les enseignants sont exaspérés et sont prêts à aller jusqu'à la grève pour faire enfin avancer les choses et obtenir des conditions d'exercice plus acceptables, qui auront un impact direct et positif sur les élèves. » - Josée Scalabrini, présidente de la FSE-CSQ

« C'est inacceptable : 70% de nos membres occupent un emploi précaire, leurs salaires sont plus bas que dans tous les autres paliers gouvernementaux et la reconnaissance professionnelle est pratiquement nulle. Par exemple, nous sommes au front depuis le début de la pandémie, tout comme le personnel de la santé. Or, contrairement à eux, nous n'avons pas eu droit à la prime COVID offerte aux employés de première ligne. Il est évident, autant pour nous que pour les répondants à ce sondage, qu'il s'agit d'une grande injustice. » - Éric Pronovost, président de la FPSS-CSQ

« Ce sondage prouve que les parents voient les effets néfastes du manque de ressources sur leurs enfants. Plus d'un professionnel sur trois pensait déjà quitter le milieu scolaire avant la pandémie. Ce qu'on demande, c'est d'être assez nombreux pour répondre aux besoins des élèves. Il y a peu d'autonomie, beaucoup d'établissements et le recrutement y est devenu particulièrement ardu. » - Jacques Landry, président de la FPPE-CSQ

« Le sondage démontre clairement que la population québécoise est aussi préoccupée que les enseignants par le manque de ressources en éducation. Les enseignants du secteur anglophone ont voté pour la grève pour dire que ça suffit. Il est temps, pour le gouvernement, de nous donner les moyens d'accomplir notre travail et de nous assurer que nos élèves obtiennent ce dont ils ont besoin pour réussir. » - Heidi Yetman, présidente de l'APEQ-QPAT

Pour consulter les données du sondage, [cliquer ici](#).